



Communiqué de presse
4 décembre 2018

Après le moratoire sur la fiscalité des énergies, ouvrons la concertation du pouvoir d'achat et de la transition énergétique !

6 mois. C'est le temps qu'il aura fallu au Gouvernement pour comprendre l'impérieuse nécessité de concilier pouvoir d'achat et transition écologique !

Depuis 6 mois, la CLCV réclame le gel des taxes sur les énergies prévues au 1^{er} janvier 2019, en alertant sur les conséquences pour le pouvoir d'achat des ménages. Le moratoire est un bon début de réponse. Mais que de temps inutilement perdu !

Le temps de la concertation est désormais inévitable

La CLCV participera à la concertation souhaitée par le président de la République. Nous en profiterons pour expliquer qu'un moratoire sur les taxes des carburants et des énergies de chauffage est un bon signal. Mais ce moratoire doit être d'une durée de 12 mois afin d'ouvrir un véritable débat fiscal. En effet, comment pourrait-on revenir à une hausse des taxes sur les carburants au mois de juillet, c'est-à-dire à l'heure des départs en vacances des Français ?

Le gel des tarifs de l'électricité est une excellente nouvelle pour la période hivernale. Rappelons que le prix de l'électricité évoluait qu'une fois par an en été. Il n'y avait pas d'utilité concrète de faire une hausse en hiver. Les motifs d'une probable hausse du prix du tarif réglementé dans six mois nous semble sujet à caution est devront être débattu.

Nos demandes à l'heure de la concertation

Nous prenons acte de la volonté d'apaisement que traduit le moratoire sur la fiscalité des énergies annoncé par le Premier ministre.

Ce moratoire doit permettre d'ouvrir une réforme fiscale plus égalitaire et un plan ambitieux pour soutenir les ménages dans la transition écologique, qui ne doit pas reposer sur une fiscalité punitive et des exemptions multiples pour certaines filières économiques. Des investissements majeurs pour la rénovation énergétique des logements, notamment sociaux, voilà un exemple concret de mesure à prendre dans les mois à venir !

Ainsi, il est temps d'ouvrir la concertation pour un pouvoir d'achat à la hauteur des attentes de ces dernières semaines !